

Pays	Texte de loi
France	<p>Tout salarié quittant volontairement l'entreprise pour bénéficier du droit à une pension de vieillesse a droit, sous réserve des dispositions plus favorables d'une convention ou d'un accord collectif de travail ou du contrat de travail, à l'indemnité de départ en retraite prévue à l'article 6 de l'accord annexé à la loi n° 78-49 du 19 janvier 1978 relative à la mensualisation et à la procédure conventionnelle.</p> <p>Tout salarié dont la mise à la retraite résulte d'une décision de l'employeur a droit, sous réserve des dispositions plus favorables en matière d'indemnité de départ à la retraite contenues dans une convention ou un accord collectif de travail ou un contrat de travail, au versement d'une indemnité de départ en retraite équivalente soit à l'indemnité de licenciement prévue par l'article 5 de l'accord mentionné au premier alinéa s'il remplit les conditions fixées pour en bénéficier, soit à l'indemnité minimum de licenciement prévue à l'article L. 122-9 du présent code.</p> <p>La mise à la retraite s'entend de la possibilité donnée à l'employeur de rompre le contrat de travail d'un salarié ayant atteint l'âge visé au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale. En cas de cessation d'activité organisée en application d'un accord professionnel mentionné à l'article L. 352-3 ou d'une convention mentionnée au 3° de l'article L. 322-4 ou lors de l'octroi de tout autre avantage de préretraite défini antérieurement à la publication de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, un âge inférieur peut être fixé dès lors que le salarié peut bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein au sens du code de la sécurité sociale, sans pouvoir être inférieur à celui qui est fixé au premier alinéa de l'article L. 351-1 du même code. A compter de l'entrée en vigueur de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007, aucune convention ou accord collectif prévoyant la possibilité d'une mise à la retraite d'office d'un salarié à un âge inférieur à celui fixé au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale ne peut être signé ou étendu. Les accords conclus et étendus avant la publication de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007, déterminant des contreparties en termes d'emploi ou de formation professionnelle et fixant un âge inférieur à celui mentionné au 1° de l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale dès lors que le salarié peut bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein et que cet âge n'est pas inférieur à celui fixé au premier alinéa de l'article L. 351-1 du même code, cessent de produire leurs effets au 31 décembre 2009.</p> <p>Les accords et les conventions signés ou étendus avant la publication de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 qui ont prévu la possibilité de mise à la retraite d'office d'un salarié avant l'âge fixé au premier alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale cessent de produire leurs effets au plus tard le 31 décembre 2007. Les indemnités versées à ce titre au salarié par l'employeur sont assujetties à la contribution instituée à l'article L. 137-10 du même code.</p> <p>Si les conditions de mise à la retraite ne sont pas réunies, la rupture du contrat de travail par l'employeur</p>

	<p>constitue un licenciement.</p> <p>L'employeur ou le salarié, selon que l'initiative du départ à la retraite émane de l'un ou de l'autre, est tenu de se conformer aux dispositions des 1°, 2°, 3° et du dernier alinéa de l'article L. 122-6 du présent code.</p>
Pays-Bas	<p>Base juridique : Regeling van de Minister van Landbouw, Natuur en Voedselkwaliteit van 10 februari 2006, TRCJZ/2005/3704, houdende wijziging van de Vergoedingsregeling voor uittreding van vissers uit de visserij 2002, Stcrt. 2006, 37</p> <p>Dépenses annuelles prévues dans le cadre du régime : Le montant total de l'enveloppe affectée aux mesures sociales d'aide à la retraite anticipée des pêcheurs s'élève à 1800000 EUR pour l'ensemble des Pays-Bas. Le montant nécessaire pour les aides sociales en faveur des équipages des navires ayant Urk comme port d'attache dépendra du nombre de pêcheurs établis à Urk qui introduiront une demande avant que le plafond des subventions, fixé à 1800000 EUR, ne soit atteint</p> <p>Intensité maximale de l'aide :</p> <p>Retraite anticipée des pêcheurs en mer: 500 EUR au maximum par mois calendrier pendant la période qui s'étend du premier jour du mois au cours duquel il est mis un terme à l'activité ou au contrat d'association jusqu'au premier jour du mois au cours duquel l'intéressé atteint l'âge de 65 ans.</p> <p>Cette disposition s'applique aux personnes qui, au 1er janvier 2006, sont âgées d'au moins 56 ans, mais qui n'ont par encore atteint l'âge de 65 ans.</p>
Belgique	<p>La loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public a instauré deux régimes de redistribution du travail, à savoir la semaine volontaire de quatre jours et le départ anticipé à mi-temps. Le départ anticipé à mi-temps est un régime de travail dans le cadre duquel l'agent a le droit de travailler à mi-temps à partir de l'âge de 55 ans et ce, pour une période maximum de 5 ans. La date du début de la pension était également déterminée lors de la demande de départ anticipé à mi-temps. La décision des intéressés était irrévocable, ce qui signifie qu'il leur était impossible, à partir de ce moment, d'effectuer des prestations à temps plein, et la pension était décidée d'office dès la fin de la période.</p> <p>La modification de la loi du 10 avril 1995 assouplit ce régime de travail, de sorte que les agents qui bénéficient du départ anticipé à mi-temps ne sont dorénavant plus contraints de prendre une &lt;retraite&gt; &lt;anticipée&gt; à l'expiration de la période de 5 ans. Ils peuvent désormais bénéficier du régime du départ anticipé à mi-temps durant 10 ans maximum, entre 55 et 65 ans.</p> <p>En outre, il est prévu que les agents, qui bénéficient du départ anticipé à mi-temps et qui</p>

	<p>souhaitent sortir de ce régime, en ont aussi la possibilité. Il convient toutefois de préciser que, lorsqu'ils ont quitté le régime, ils ne peuvent plus y revenir par la suite.</p> <p>Cette mesure s'applique automatiquement aux agents de la fonction publique administrative fédérale (voir chapitre Ier). En ce qui concerne les agents des administrations locales, l'ancien régime du départ anticipé à mi-temps reste d'application jusqu'à ce que l'application du nouveau régime soit demandée par l'administration dont ils relèvent (voir chapitre II).</p> <p>L'ancien régime :</p> <p>Départ anticipé à mi-temps.</p> <p>Art. 2. Les membres du personnel nommés à titre définitif des services du Collège de la Commission communautaire française ont le droit de bénéficier du départ anticipé à mi-temps.</p> <p>Art. 3. Le fonctionnaire a le droit de travailler à mi-temps pendant une période ininterrompue de cinq ans au maximum précédant la date de sa mise à la retraite anticipée ou non. Le fonctionnaire qui désire faire usage du droit au départ anticipé à mi-temps introduit sa demande au moyen d'un formulaire dont le modèle est joint en annexe du présent arrêté.</p> <p>La demande est introduite au moins trois mois avant le début de la période de congé pour départ anticipé à mi-temps. Ce délai peut être réduit de commun accord.</p> <p>La période de congé pour départ anticipé à mi-temps prend cours le premier jour d'un mois.</p> <p>Si le Conseiller-chef de service estime qu'il est nécessaire de maintenir le fonctionnaire au travail à temps plein en raison de ses connaissances, capacités ou aptitudes spécifiques ou en raison de l'importance de la mission dont il est investi, il peut proposer de reporter l'ouverture du droit au départ anticipé à une date ultérieure à celle choisie par le fonctionnaire sans que la période écoulée entre la date choisie par ce dernier et celle qui agrée le supérieur hiérarchique puisse être supérieure à 6 mois.</p>
Royaume-Uni	<p><b>“Early retirement pension (redundancy etc)</b></p> <p><b>14.</b>—(1) This regulation shall apply to a member—</p> <p>(a) who—</p> <p>(i) was in superannuable employment on 1st December 2006, or</p> <p>(a) Paragraphs (10A) &amp; (10B) were inserted in Regulation 77 by S.R. 1998 No. 299</p> <p>(b) Regulation 78 was amended by S.R. 2002 No. 69 to include the reference to regulation 14 and to insert new sub-paragraph</p> <p>(a)(ii) 3(ii) returns to such employment on, or after, that date and who is entitled to a preserved pension under regulation 49, or</p> <p>(iii) returns to superannuable employment after that date having had a break in</p>

such employment which does not exceed 12 months but includes 1st December 2006 and who is not entitled to a preserved pension under regulation 49, or (iv) is certified by his employing authority as having a period of continuous employment (determined in accordance with terms and conditions relevant to that employment and as they applied on 1st October 2006);

(b) whose employment is terminated by his employing authority before 1st October 2011; and (c) who satisfies the conditions specified in paragraph (2).

(2) Those conditions are that—

(a) he has at least 5 years' qualifying service and has attained normal minimum pension age or, where relevant, protected pension age;

(b) the Department certifies—

(i) that the member's employment is terminated by reason of redundancy, or

(ii) with the agreement of the employing authority, that the member's employment is terminated in the interests of the efficiency of the service in which he is employed; and

(c) his employing authority does not certify that he has unreasonably refused to seek suitable alternative employment or accept an offer of such employment.

(3) A member who satisfies the conditions in paragraph (2) shall be entitled to a pension calculated as described in regulation 12 (Normal retirement pension).

(4) This regulation does not apply to—

(a) practice staff;

(b) practitioners; or

(c) non-GP providers.

**Early retirement pension (termination of employment by employing authority)**

**14A.**—(1) This regulation applies to a member—

(a) whose superannuable employment is terminated by his employing authority; and

(b) who satisfies the conditions specified in paragraph (2).

(2) Those conditions are that—

(a) he has 2 years' qualifying service and has attained normal minimum pension age or, where relevant, protected pension age;

(b) his employing authority certifies he has at least 2 years' continuous employment determined in accordance with any terms and conditions applying to that employment;

(c) his employing authority does not certify that he has unreasonably refused to seek suitable alternative employment or accept an offer of such employment;

(d) the Department certifies—

(i) that the member's employment is terminated by reason of redundancy, or

(ii) with the agreement of the employing authority, that the member's

employment is terminated in the interests of the efficiency of the service in which he is employed; and (e) he makes a claim for the pension referred to in this regulation.

(3) A claim referred to in paragraph (2)(e) shall — 4(a) be in writing and addressed to the Department;

(b) be made within 6 months of the employment terminating; and

(c) contain such information as the Department may from time to time require.

(4) A member who satisfies the conditions in paragraph (2) shall be entitled to a pension calculated as described in regulation 12 (Normal retirement pension).

(5) Where a person who claims a pension under this regulation—

(a) has received—

(i) a redundancy payment under the Employment Rights (Northern Ireland) Order 1996(a),

(ii) a corresponding payment under the arrangements of the NHS Staff Council,

Or (iii) a payment made by virtue of any arrangement made pursuant to paragraph 17 of Schedule 3 to the Health and Personal Social Services (Northern Ireland)

Order 1991(b) (Health and Social Services Trusts – general powers),

in respect of the cessation of the employment; and

(b) the terms and conditions relevant to the employment require that payment or payments to be reduced to take account of the additional contributions the employing authority must make to the Department in accordance with regulation 11(3) (Contributions by employing authorities); but

(c) that payment or payments have not been so reduced,

the pension shall be reduced by an amount equal to the amount of that payment or payments and may be reduced to zero.

(6) This regulation does not apply to—

(a) practice staff;

(b) practitioners; or

(c) non-GP providers.

**Early retirement pension (redundancy etc notifications)**

**14B.—(1)** This regulation applies to a member—

(a) who satisfies the conditions specified in regulation 14 (Early retirement pension (redundancy etc)) and 14A (Early retirement pension (termination of employment by employing authority)); and

(b) whose superannuable employment is terminated by his employing authority on, or after, 1st December 2006 but before 1st October 2011.

(2) A member referred to in paragraph (1) may notify the Department as to which of those regulations he wishes to apply to him and such a notification shall be—

(a) in writing (but the Department may, in its discretion, accept notification in another

form);(b) given within 6 months of the employment terminating; and  
(c) irrevocable.  
(3) Where a member does not notify the Department within the period mentioned in paragraph (2)(b), regulation 14 (Early retirement pension (redundancy etc)) shall apply.  
(a) S.I. 1996 /1919 (N.I. 16)  
(b) S.I. 1991/ 194 (N.I. 1)

**Early retirement pension (special classes)**  
**14C.**—(1) This regulation applies to a member—  
(a) who has attained the age of 55;  
(b) to whom regulation 75 (Nurses, physiotherapists, midwives and health visitors) or regulation 76 (Mental health officers) applies, and  
(c) whose employment is terminated on, or after, 1st October 2011, and either—  
(i) the Department certifies that that employment is terminated by reason of redundancy, or  
(ii) with the agreement of the employing authority, the Department certifies that that employment is terminated in the interests of the efficiency of the service in which he is employed.  
(2) A member referred to in paragraph (1) who would, if he made a claim for it, be entitled to a pension in accordance with regulation 14A—  
(a) shall (for the purpose of this regulation) be treated as retiring from superannuable employment on the day on which his employment terminates; and  
(b) shall be entitled to a pension under regulation 12 (Normal retirement pension) or 16 (Early retirement pension (with actuarial reduction)) if he makes a claim for it.  
(3) A claim referred to in paragraph (2)(b) shall—  
(a) be in writing and addressed to the Department;  
(b) be made within 6 months of the employment terminating; and  
(c) contain such information as the Department may from time to time require.

**Continuing entitlement to a pension under regulation 12 or regulation 16**  
**14D.**—(1) This regulation applies to a member—  
(a) whose employment is certified by the Department to have terminated by reason of redundancy on, or after, 1st December 2006, and  
(b) who has reached—  
(i) normal minimum pension age, or, where relevant, protected pension age, or  
(ii) age 60.  
(2) A member referred to in paragraph (1) who would, if he made a claim for it, be entitled to a pension in accordance with regulation 14A—  
(a) shall (for the purposes of this regulation) be treated as retiring from superannuable employment on the day on which his employment terminates; and

	<p>(b) shall be entitled to a pension under regulation 12 (Normal retirement pension) or regulation 16 (Early retirement pension (with actuarial reduction)) if—</p> <p>(i) he satisfies the conditions set out in those regulations, and</p> <p>(ii) he makes a claim for it.</p> <p>(3) A claim referred to in paragraph (2)(b) shall—</p> <p>(a) be in writing and addressed to the Department;</p> <p>(b) be made within 6 months of employment terminating; and</p> <p>(c) contain such information as the Department may from time to time require.”.</p> <p><b>Amendment of the Compensation for Premature Retirement Regulations</b></p> <p><b>4.—</b>(1) The Compensation for Premature Retirement Regulations are amended in accordance with this regulation.</p> <p>(2) For regulation 3 (Persons to whom the regulations apply) substitute—</p> <p><b>“Persons to whom the Regulations apply</b></p> <p><b>3.</b> These Regulations shall apply to an officer who on ceasing to be employed in the employment of an employing authority—</p> <p>(a) becomes entitled to benefits in accordance with regulation 14 (Early retirement pension (redundancy etc)) of the Health and Personal Social Services (Superannuation) Regulations (Northern Ireland) 1995; or</p> <p>(b) notifies the Department in accordance with regulation 14B (Early retirement pension (redundancy etc notifications)) of the Health and Personal Social Services (Superannuation) Regulations (Northern Ireland) 1995 that he wishes regulation 14 of those Regulations to apply to him.”.</p> <p>(3) In regulation 5 (Crediting of additional period of service) –</p> <p>(a) after paragraph (1), insert—</p> <p>“(1A) Paragraphs (1B) and (1C) shall apply where an entitled officer becomes so entitled on, or after, 1st December 2006 but before 1st October 2008.</p> <p>(1B) Where at 30 September 2006 no part of the superannuable service of an entitled officer to whom there is payable a pension under regulation 14 (Early retirement pension (redundancy etc)) of the Health and Personal Social Services (Superannuation) Regulations (Northern Ireland) 1995, is service in part-time employment, the additional period of service an entitled officer shall be credited with shall be equal to R and determined by the formula—</p>
--	---